

due à des précipitations extrêmes au cours des deux dernières décennies.”

Cercle vicieux

Mais c'est l'industrie européenne du chocolat, d'une valeur estimée à 50 milliards de dollars, qui fait face à la plus grande menace, selon le rapport. En effet, les importations de cacao de l'UE proviennent principalement de quelques pays d'Afrique de l'Ouest. Or, ces pays subissent des impacts croissants sur le climat et la biodiversité. Ces dernières années, les récoltes ont été plus faibles que d'habitude en Côte d'Ivoire et au Ghana, en raison des inondations et de l'intensification des périodes chaudes et sèches. Le Ghana a vu sa récolte normale réduite de près de moitié. De tels impacts climatiques tendent à aggraver les maladies des cultures, souvent causées par la perte de biodiversité. Un cercle vicieux s'ensuit, car la production de cacao est souvent à l'origine de la perte de biodiversité elle-même, entraînant un manque de résilience aux chocs climatiques.

Ces mauvaises récoltes se poursuivront probablement à court et moyen terme, selon le rapport, alors que les pays producteurs alternatifs souffrent aussi du climat et de la perte de biodiversité. Dans le futur, même avec le réchauffement climatique, l'Europe ne pourra fournir ni

café ni cacao pour répondre à la demande: “Il y aura des poches de culture – il y a par exemple déjà des petites cultures de café en Espagne – mais pas à l'échelle nécessaire”, indique Camilla Hyslop, qui craint que ce genre de matière première devienne “un produit d'extrême luxe”. “L'UE a payé un prix de plus en plus élevé pour son cacao en raison de ces pressions environnementales. On enregistre une hausse de 41% de la valeur des importations sur la dernière année. Cette augmentation est aussi liée à la hausse du prix du sucre causée par le climat. Ce qui illustre bien le “double coup” environnemental subi par les chocolatiers, mais aussi par d'autres producteurs dépendant de multiples matières premières sensibles à l'environnement”. Le secteur chocolatier européen a ainsi connu des licenciements. Pour le consommateur, outre une hausse des prix, la perte de marge entraîne une *shrinkflation* (prix inchangé, mais volume de chocolat réduit), le recours à des alternatives au cacao telle l'huile de tournesol, ou une modification de la proportion d'ingrédients. Pour les chercheurs, “la crise du chocolat” exige une réponse des acteurs publics et privés.

De manière générale, le rapport préconise d'aider financièrement les producteurs locaux à devenir plus résilients face au climat.

So. De.

“Le café a vu son prix exploser”

Nous voyons déjà des effets du dérèglement climatique sur l'approvisionnement de certaines matières premières, confirme Fevia, la fédération de l'industrie alimentaire belge. La Belgique importe une partie importante de certaines matières premières, notamment le cacao, le café, ou certaines céréales et fruits exotiques. Le dérèglement climatique dans les pays producteurs crée une pression sur la disponibilité et sur le prix d'achat. Pour le cacao, des vagues de chaleur et des pluies irrégulières en Afrique de l'Ouest compromettent les récoltes, avec un impact sur le prix et la disponibilité pour l'industrie chocolatière belge. Pour les fruits exotiques, l'instabilité climatique en Amérique latine ou en Afrique affecte la régularité des livraisons de fruits comme les mangues, les ananas ou les bananes. En ce qui concerne le café, la hausse des températures et les variations extrêmes qui ont lieu dans les pays producteurs affectent les rendements.”

Pour le consommateur, Fevia a “constaté une hausse des prix pour les produits à base de cacao, causé par les récoltes affectées par le changement climatique, même si les entreprises essaient au maximum d'absorber ces hausses. Le café aussi a vu son prix exploser. Quand le prix du café double en quelques mois, il est difficile de ne pas augmenter le prix du produit fini, même si les entreprises en absorbent une partie.” Dans l'alimentaire, 60% des matières premières viennent de Belgique. “Mais la hausse des périodes de sécheresse ou de pluie affecte la disponibilité et la qualité des matières premières. Et les rendements sont bien moins prévisibles, ce qui complique le travail des firmes transformatrices.”

Quelles solutions? Pour Fevia, l'une d'elles est de multiplier les origines géographiques pour ne pas dépendre d'une seule région, “notamment pour les matières premières sensibles, comme le cacao, le café, les céréales ou les légumineuses”; mais aussi encourager les filières locales et européennes, quand c'est possible. Une autre est d'investir dans la recherche pour obtenir des variétés résistantes et des techniques agricoles durables. Le consommateur sera-t-il amené à changer son comportement alimentaire? En cas de problème climatique, “il verra directement l'impact dans son magasin: soit hausse du prix, soit, pour les produits frais, la non-disponibilité du produit. Il pourra ensuite adapter son comportement. L'offre en Belgique est très large, ce qui permet en général de trouver de bonnes alternatives”.

So. De.

Cinq géants de la pêche industrielle dans le filet d'une enquête inédite

Océans L'ONG Bloom révèle des pratiques de fraude et de corruption.

C'est une enquête en deux parties qui fait grand bruit. L'association Bloom et le consortium de journalistes d'investigation néerlandais “Spit” lèvent le voile sur les dérives de la pêche néerlandaise au niveau mondial. Sont concernés cinq acteurs, surnommés les “Big Five”: Parlevliet & Van der Plas, Alda Seafood et la famille De Boer. Ensemble, ils contrôlent un empire tentaculaire: plus de 400 entreprises, 230 navires et une chaîne de production intégrée du filet à l'assiette. Ils sont aussi capables d'influencer les politiques publiques européennes via au moins 15 structures de lobbying. Loin de se concurrencer, ces supermajors coopèrent étroitement, partageant quotas, flottes et intérêts, aux dépens des pêcheurs artisanaux et des écosystèmes marins.

L'association Bloom et le consortium de journalistes d'investigation “Spit” lèvent le voile sur les dérives de la pêche néerlandaise au niveau mondial, qui concerne les “Big Five”.

autres acteurs du secteur”, explique Laetitia Bisiaux, responsable de la campagne pêche industrielle chez Bloom.

Détournement de subventions

Dans un second rapport, Bloom et Spit dévoile comment les cinq géants néerlandais de la pêche ont capté 40% des 135 millions d'euros d'aides européennes versées par les Pays-Bas dans le cadre du Brexit. Ces subventions, censées soutenir les pêcheurs affectés par la perte d'accès aux eaux britanniques, ont principalement profité à des navires non affectés ou à des unités utilisant la pêche électrique – une méthode pourtant interdite en 2021 pour sa dangerosité environnementale.

Plus grave, lit-on encore dans le rapport: plusieurs de ces navires n'ont pas réduit leur activité malgré des aides perçues pour arrêt temporaire. Les auteurs de cette enquête de grande envergure dénoncent un “hold-up légal” orchestré par les autorités néerlandaises au bénéfice de flottes déjà sous perfusion depuis des années.

Fraude et corruption

Activités destructrices pour l'océan

La flotte des Big Five comprend certains des plus grands navires-usines du monde, comme l'*Annelies Ilena* (145 m de long et 400 tonnes de poisson pêchées par jour), qui utilisent des techniques destructrices comme le chalutage de fond. Leur empreinte écologique s'étend des côtes africaines à l'Arctique, en passant par l'Amérique du Sud. Cette industrialisation extrême favorise des pratiques d'évasion fiscale, de dumping social et d'épuisement des ressources.

“Grâce à un réseau de filiales opaques, à une flotte de navires technologiquement suréquipés et à une stratégie de prise de contrôle agressive, ces multinationales règnent sur la pêche mondiale. Derrière une concurrence de façade, ces entreprises coopèrent étroitement: elles s'allient pour écraser les

Les Big Five sont aussi éclaboussés par des affaires de corruption et de pêche illégale dans plusieurs pays (Namibie, Pérou, Norvège, Cameroun). Certains commencent à se désengager de la pêche pour se tourner vers l'immobilier, illustrant une logique extractiviste: vider les océans, encaisser les profits, et réinvestir ailleurs.

Bloom et Spit appellent à une refonte urgente des politiques publiques de la pêche. L'objectif: sortir d'un modèle extractiviste au profit d'une gestion durable, préserver la biodiversité et soutenir les pêcheurs artisanaux. Sans réaction politique forte, disent-ils, c'est non seulement la santé des océans qui trinquera, mais aussi la souveraineté alimentaire européenne.

Nathan Scheirlinckx